

Jérusalem en question

Rêve d'été



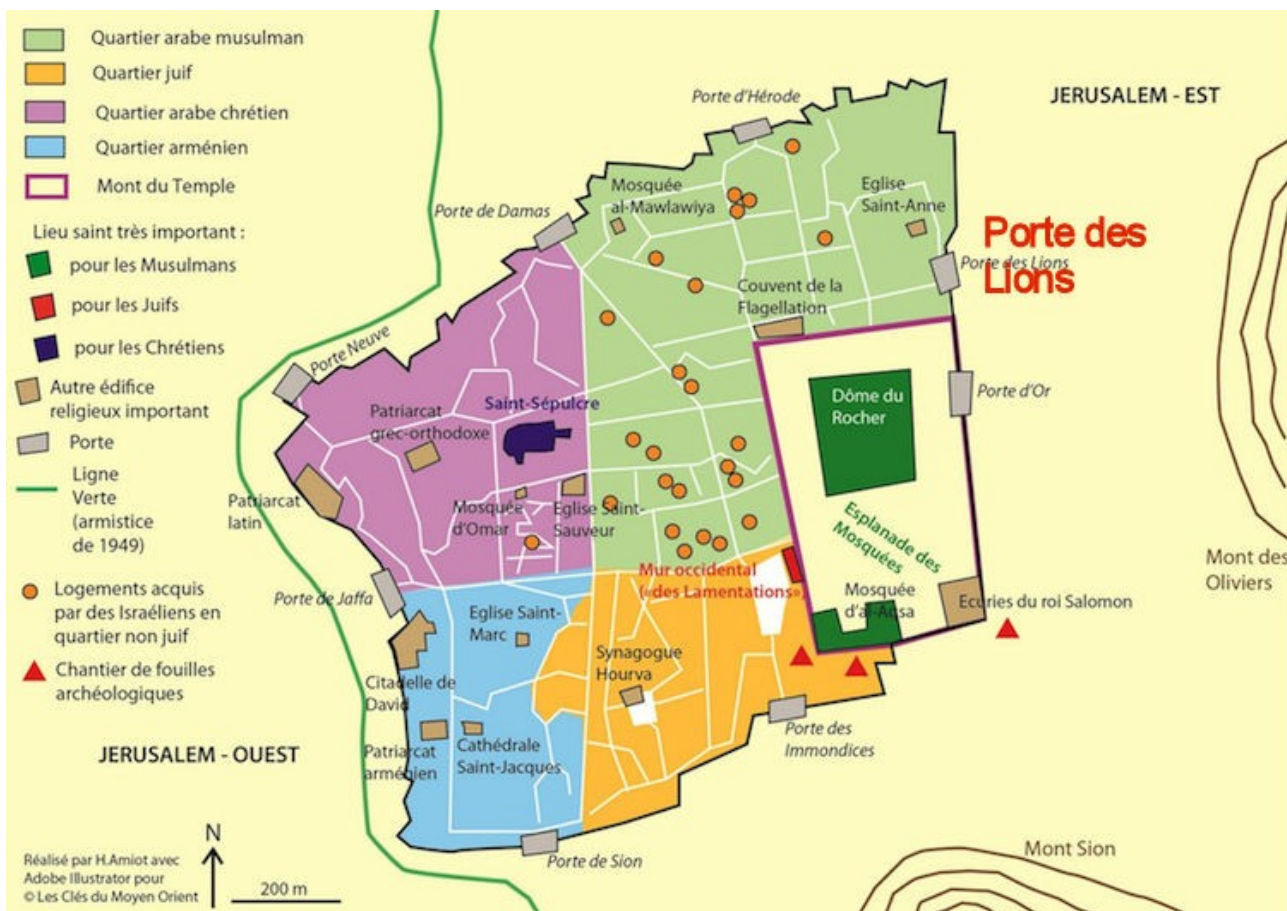
La volonté de dominer les lieux et les gens empêche les religieux d'atteindre la spiritualité, et obscurcit l'esprit des dirigeants politiques dont la mission première devrait être d'assurer la paix et la prospérité de leurs administrés.

Les derniers crimes dans la ville trois fois sainte et les menaces de crimes encore plus grands n'annoncent rien de bon quand on sait que les dirigeants semblent n'avoir qu'un but : rester au pouvoir le plus longtemps possible.

L'espoir vient des femmes, sauront-elles imposer la vie ?

Vendredi 14 juillet 2017, des gardes frontières israéliens étaient en fraction à la Porte des Lions, à l'entrée du quartier musulman de la vieille ville. Trois hommes armés de pistolets automatiques de fabrication artisanale ont ouvert le feu sur eux, deux jeunes gardes ont été tués sur le coup et le troisième blessé.

Les assaillants ont été ensuite poursuivis dans les ruelles et tués à leur tour alors qu'ils se trouvaient sur l'esplanade des mosquées ou mont du temple.



Cet attentat est particulièrement grave et symbolique, en raison de la personnalité des victimes et des assassins, ainsi que des lieux concernés.

Les victimes sont deux jeunes druzes, dont un des deux est le fils d'un ancien député travailliste.



Les assassins sont des arabes «israéliens» de la ville d'Um El Fahm, dans la banlieue de Jenine, en territoire palestinien. La ville est contaminée par cheikh Raed Sallah, l'ancien maire, un islamiste virulent, mais les élections montrent que les citoyens de la ville ne votent pas pour les partis "sionistes" de droite ou de gauche, la majorité appuie les islamistes. Aucun juif n'a jamais réussi à habiter durablement dans la ville.

Deuil chez les israéliens

Tout Israël a porté le deuil des deux garde frontières Druzes. Des milliers de personnes dont des ministres ont accompagné à leur dernière demeure le sergent-major **Hail Stawi** âgé de 30 ans, qui a été enterré dans la ville de Marar, dans le nord d'Israël, majoritairement druze et arabe, et dans l'après-midi de vendredi l'adjudant **Kaamil Shanan**, 22 ans, dans le village druze de Hurfeish, également dans le nord d'Israël, son père a été député travailliste, il était fiancé et devait se marier la semaine suivante. Lors des funérailles de Shanan, l'ancien député a pleuré la disparition de son fils et prié pour "qu'il soit la dernière victime du terrorisme, pour que les gens comprennent que trop, c'est trop".

Les Druzes sont en colère, et en représailles, certains d'entre eux ont mis le feu à deux mosquées de haute Galilée.

Deuil chez les arabes

Quelque 3000 personnes se sont rassemblées mercredi à Umm al-Fahm pour l'enterrement des trois Arabes-Israéliens qui ont abattu le 14 juillet des agents de police druzes israéliens. Les trois assassins étaient membre de la famille **Jabarin**, totalement inconnue des services de police, **Muhammad Ahmed Muhammad**, 29 ans, **Muhammad Hamad Abdel Latif**, 19 ans, et **Muhammad Ahmed Mafdal**, 19 ans. Ils ont été enterrés à Um El Fahm, où ils habitaient. Lors de leurs funérailles, de nombreux drapeaux de l'OLP flottaient, la foule scandait des slogans à la gloire des trois «shahids» et appelaient à «libérer Al-Aqsa par le feu et par le sang». Des feux d'artifice se sont poursuivis durant toute la nuit.

Dans un sermon du vendredi prononcé à Oum El-Fahm après l'attentat du 14 juillet , **Cheikh Raed Salah**, chef de la branche nord du Mouvement islamiste nord israélien a prié Allah d'accueillir les martyrs – « *ces fils d'Oum El-Fahm* » – *au Paradis et de « les unir aux prophètes, aux justes, aux martyrs et aux purs* ».



Photo d'Um El Fahem

En réaction Nethanyahu installe des portiques détecteurs de métaux à l'entrée de l'esplanade des mosquées. Ceci déclenche fureur et manifestations.

Cette mesure déclenche des violences extrêmes. Le premier jour, trois manifestants arabes sont tués par la police, le second deux autres meurent car les cocktails molotov qu'ils voulaient lancer contre la police leur ont explosé dans les mains.

Pour exiger le retrait des portiques, l'autorité Palestinienne déclare qu'elle suspend toute coopération sécuritaire avec Israël. Le Grand mufti a déclaré que toute prière faite par une personne passant par les portiques ne serait pas exaucée. Il a ordonné aux fidèles de prier dans la rue. En même temps la Jordanie menace de rompre toutes relations avec Israël. Les propos échangés sont très durs. En Turquie, également Erdogan encourage les manifestations qui sont curieusement absentes des rues du Caire. ; Les grandes puissances appellent comme d'habitude les belligérants à la retenue, et convoquent d'urgence une réunion à l'ONU sur ces portiques de sécurité et la répression israélienne. Les grandes puissances appellent comme d'habitude les belligérants à la retenue, et convoquent d'urgence une réunion à l'ONU sur ces portiques de sécurité et la répression israélienne.

Pourquoi les portiques posent-ils problème ?

Ces portiques ne devaient pas poser de problème, il s'agit uniquement de vérifier qu'aucune arme n'entre sur l'esplanade sacrée. Les juifs sont soumis à la même contrainte pour accéder au mur occidental, et les musulmans les supportent sans broncher sur les principaux lieux saints de l'Islam à la Mecque et à Médine.

Pour les arabes, ces portiques sont inutiles, il n'y a pas d'armes cachées dans les mosquées. D'ailleurs une perquisition musclée de la police israélienne n'a rien donné. **Mais surtout, la sécurité d'un bâtiment est assurée par son propriétaire. Si Israël assumait la sécurité de l'Haram Al Sharif, cela voudrait dire qu'il est chez lui dans le lieu saint islamique dont la responsabilité a été confiée au Roi de Jordanie et au Wafq depuis 1948 et confirmé en 1967.**

Les arabes considèrent que ces portiques sont atteinte à la souveraineté musulmane sur l'esplanade des mosquées.

Drame à l'ambassade d' Israël à Amman

Le 24 juillet, alors que la foule gronde autour de l'ambassade d'Israël à Amman, un drame s'est déroulé à l'intérieur. Le responsable adjoint à la sécurité de l'ambassade, a commandé des meubles, et un menuisier est venu pour les installer. Profitant que le fonctionnaire israélien avait le dos tourné, il l'a poignardé dans le dos à l'aide d'un tournevis. Aussitôt, la victime réagit et a tiré en blessant mortellement son agresseur mais aussi accidentellement la personne qui l'accompagnait .

La Jordanie exige qu'on lui livre le responsable afin qu'il soit jugé et Israël demande l'immunité diplomatique et le rapatriement de ses ressortissants.

Le ton monte, si bien qu'on pourrait craindre un clash définitif. On sait que le Royaume est habité majoritairement par palestiniens solidaires de leurs frères, et que l'islam politique antisémite et violent a contaminé de larges couches de la population. Le parlement d'Amman exige la rupture des relations diplomatiques entre la Jordanie et Israël.

Une solution diplomatique vient au secours du roi Abdallah et de Nethanyahu

Mais ce serait mal connaître les réalités géo-stratégiques de la région. Sans la protection israélienne, le régime de Mahmoud Abbas s'effondrerait très rapidement, et le régime du Roi Abdallah ne tiendrait pas trois mois. Les économies jordaniennes et israéliennes sont liées par de nombreux accords sur l'eau, le gaz, les usines délocalisées etc... et les services secrets des deux pays collaborent pour empêcher les attentats, et les tentatives de coup d'état.

Le directeur du shin beth, (le contre espionnage israélien) est allé négocier une sortie de crise avec les autorités jordaniennes : La Jordanie a accepté d'exfiltrer le diplomate israélien, et Israël s'est engagé à démonter les portiques.

Tout le monde y gagne, les arabes peuvent crier Victoire, les portiques sont enlevés. Le Haram El Sharif reste sous contrôle musulman et Nethanyahu peut se vanter d'avoir pu ramener sain et sauf ses diplomates. Pour faire bonne figure, il expulse la chaîne Al Djezeera d'Israël, contrôlée par le Qatar, faisant ainsi plaisir à l'Égypte et au Roi d'Arabie qui est l'autre parrain du roi de Jordanie.

Israël s'engage de plus en plus dans le camp sunnite et devient un allié stratégique pour l'Égypte et l'Arabie.

Les assassinats nationalistes se multiplient et l'opinion Israélienne perd patience.

Le même jour, dans les territoires un tueur pénètre dans la maison de la famille Salomon, à Halamish en Cisjordanie qui fêtait la naissance de leur premier petit fils, il y avait dix personnes, les femmes se sont sauvées avec les enfants à l'étage pour les protéger et ont appelé la

police, mais le grand père et deux personnes ont été poignardés à mort. Un voisin est accouru l'a blessé et l'a remis à la police. La photo de ce jeune homme de dix neuf ans, souriant sur son lit d'hôpital a révulsé l'opinion israélienne.



Quelques jours plus tard, un autre jeune homme est entré dans un super marché à Yavné (à l'intérieur de la ligne verte) et a très grièvement poignardé un employé qui remplissait les rayons. Les services de sécurité du super marché l'ont arrêté et livré à la police, malgré la foule qui voulait le lyncher.

Face à ces actes, **l'opinion israélienne est de plus en plus favorable à la peine de mort**, voir les photos des assassins souriant sur leur lit d'hôpital, très fier de leur forfait, alors que des familles en deuil pleurent le décès d'innocent passe très mal auprès de l'opinion, et **Nethanyahu** sait très bien qu'il séduira son électorat avec de tel propos : *"La peine de mort pour les terroristes : il est temps de l'appliquer dans les cas les plus graves"* . Il a aussitôt ordonné de détruire la maison des terroristes.

Les problèmes soulevés par ces troubles :

1) Nethanyahu a eu tort d'installer des portiques de sécurité sans l'accord du Roi de Jordanie et du Wafq. En les retirant il a perdu la face, il ne devait donc pas les placer. Ce qui est en cause est le caractère unilatéral de la décision, Nethanyahu n'aurait jamais dû la prendre sans l'aval du Roi de Jordanie et du Wafq. Était-ce une erreur ou une tentative de tester les réactions arabes en procédant à un contrôle progressif des lieux ?

2) La tromperie et la ruse ne remplacent pas une politique claire. Nethanyahu affirme que le mont du temple est le coeur du judaïsme, sa complaisance avec les nationalistes religieux qui rêvent de reconstruire un troisième temple, fait peur aux arabes qui y voient une manoeuvre pour les évincer, Comme Nethanyahu prétend en même temps respecter le statut quo, une majorité d'arabes le prend pour un menteur. Les dirigeants palestiniens se déclarent en guerre contre le terrorisme, qu'ils financent, et glorifient dans les écoles. Ils transforment en héros les assassins les plus ignobles aussi la plupart des israéliens les considèrent comme des gens de mauvaise foi.

3) On sait que l'ignorance plus la peur provoque la haine, les dirigeants des deux pays favorisent l'ignorance, voir le mensonge, et les terroristes s'escriment à développer la peur.

Cette peur et cette haine empêchent toute solution rationnelle.

4) La loyauté des arabes israéliens est mise sérieusement en doute, certains arabes parlent d'une nouvelle "intifada", une révolte généralisée certains israéliens répondent qu'il s'agirait d'une nouvelle "naqba", une catastrophe, car la majorité juive ne pourra plus les supporter. Um El Fahm risque de passer avec ses habitants en Palestine, et le sort des arabes déloyaux à l'État risque de ne pas être enviable.

5) Plus que jamais, accepter l'autre comme il est et chercher rationnellement à résoudre les vrais problèmes est indispensable. Des collectifs de femmes israéliennes et palestiniennes travaillent ensemble, se réunissent. Elles manifestent contre la peur, l'ignorance, et l'immobilisme des dirigeants. Elles nouent parfois de véritables amitiés. Les hommes semblent incapables de faire la paix, celles qui portent la vie ont aussi leur mot à dire.

Et si pour une fois les dirigeants écoutaient les femmes ?

Michel Lévy



Poussée de fièvre à Jérusalem : tous perdants!

par Luc Rosenzweig [Causeur](#)



Jeudi 27 juillet, les manifestants arabes palestiniens défilaient dans la vieille ville de Jérusalem en brandissant des confiseries en signe de victoire. Ils avaient fait plier le gouvernement de Benyamin Netanyahou, en le contraignant à retirer les portiques de sécurité, puis les caméras de surveillance installées à l'entrée de l'esplanade des Mosquées (Mont du Temple pour les Juifs) à la suite du grave incident du 14 juillet.

Des manifestations dégénèrent

[Deux policiers israéliens avaient été tués](#) par arme à feu par trois agresseurs arabes israéliens, immédiatement abattus par les autres policiers. Le lendemain, un terroriste palestinien âgé de 19 ans s'introduisait dans [l'implantation juive de Halamish](#), près de Ramallah, et tuait à l'arme blanche trois membres d'une même famille réunie pour un repas de shabbat, blessant grièvement une quatrième personne avant d'être abattu par un voisin, militaire israélien en permission dans sa famille. Ces graves incidents provoquent alors une poussée de fièvre à Jérusalem-Est, où des manifestations dégénèrent : les forces de l'ordre sont attaquées à coup de pierres et de cocktails Molotov, ripostent, provoquant le décès de trois manifestants (dont l'un est tué par l'explosion de la bouteille enflammée qu'il s'apprêtait à jeter sur les policiers).

Et le mufti décréta le boycott

Le grand mufti de Jérusalem, soutenu par l'Autorité palestinienne et la plupart des dirigeants arabes et musulmans de la région, décrète le boycott de l'Esplanade des mosquées jusqu'au retour à la situation antérieure, liberté d'accès pour tous les musulmans venant prier, et restrictions d'accès pour les non-musulmans, admis au compte-gouttes sur le site et interdits d'activité religieuse sur les lieux. Les fidèles musulmans se réunissent alors pour prier dans les rues de la vieille ville, prières suivies de manifestations hostiles à l'Etat juif. [La crise atteint son paroxysme le dimanche 23 juillet](#), lorsque qu'un membre des services de sécurité de

l'ambassade d'Israël en Jordanie, agressé par un menuisier convoqué dans son appartement pour y effectuer des travaux, riposte avec son arme à feu, tuant son agresseur et, par accident, le propriétaire des lieux, un médecin jordanien présent pour discuter des travaux avec le faux artisan, vrai terroriste...

Crise entre Israël et la Jordanie

A la crise de Jérusalem vient alors s'ajouter une crise diplomatique entre Israël et la Jordanie. Le roi Abdallah est en première ligne dans l'affaire de l'Esplanade des mosquées, car depuis 1967 c'est le Waqf, une fondation religieuse liée à la monarchie hachémite, qui assure le gardiennage des lieux saints musulmans de Jérusalem, à la suite d'un accord avec Israël conclu après la guerre des Six-jours, et actualisé en 1994, à l'occasion du traité de paix signé entre Israël et le royaume de Jordanie. Pressé par une opinion publique jordanienne chauffée à blanc, le roi Abdallah exige que l'agent de sécurité israélien soit interrogé par la police jordanienne, alors que Netanyahu souhaite qu'il soit rapatrié en Israël en raison de son immunité diplomatique.

Un deal conclu par Washington

C'est alors que s'établit un « deal », conçu en coulisses par l'émissaire de Donald Trump dans la région, permettant à chacune des parties de sortir par le haut, et sans trop de dommages de cette situation explosive : Israël consent à démonter les portiques de sécurité installés sur le mont du Temple, et la Jordanie laisse partir le policier ayant pratiqué l'autodéfense... Les manifestants de Jérusalem ne l'entendent pas de cette oreille : ils exigent également le démontage des caméras de surveillance sophistiquées, dotés de logiciels de reconnaissance faciale de potentiels terroristes en menaçant d'embraser tous les Territoires palestiniens, y compris Gaza dans un « jour de colère » lors de la prière du vendredi 28 juillet.

Israël se rapproche des puissances sunnites

Exit donc les caméras, le gouvernement israélien ayant décidé de calmer le jeu, en raison de ses options diplomatiques et stratégiques privilégiant le rapprochement avec les monarchies du Golfe (à l'exception du Qatar), et l'Egypte pour faire face à la menace la plus sérieuse pour la sécurité d'Israël : l'Iran ainsi que ses alliés syriens et libanais du Hezbollah. Une escalade de la violence à Jérusalem est en effet de nature à mettre en difficulté les potentats au pouvoir à Amman, à Ryad et au Caire face à des populations élevées depuis le berceau dans la haine du « yahoud » qui leur reprochent leur connivence avec le diable sioniste...

Jérusalem : pas une Intifada comme les autres

Dans les commentaires convenus lus et entendus ici ou là dans les médias français, jamais en peine de rabâchage de vieux clichés et de formules toutes faites, on considère la situation comme la répétition des diverses révoltes (alias Intifadas) survenues au cours des trois dernières décennies dans l'éternel conflit israélo-arabe. Ces troubles seraient la conséquence de l'intransigeance israélienne, la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et autres balivernes ânonnées à la tribune des Nations-Unies par le pourtant excellent représentant de la France, François Delattre (on n'ose imaginer qu'il ait pu être [bouté hors de son fauteuil par une Laurence Haïm](#)!).

Opération planifiée... en Israël

Cette crise est singulière, et révèle plutôt la faiblesse de ceux qui l'ont déclenchée, que la montée en puissance d'une protestation palestinienne unifiée derrière une direction menant la confrontation avec Israël avec des objectifs clairs et une stratégie élaborée. L'incident du 14 juillet est éclairant à cet égard : c'est la première fois depuis longtemps qu'il s'agit d'une opération planifiée (introduction d'armes dans la mosquée, puis retour des terroristes pour accomplir leur mission), alors que les actes de violence depuis 2014 étaient de l'espèce low

cost, voitures tueuses et agressions au couteau, à l'image des crimes que la tactique de Daech produit en Europe. Cette opération, de plus, n'a pas été planifiée en Cisjordanie ou à Gaza, mais dans une localité arabe israélienne Umm Al Fahm, où Raed Salah, un prédicateur radical proche de l'Etat islamique, tient le haut du pavé.

Des cibles bien précises

Les cibles choisies ne doivent rien au hasard : les victimes sont deux membres druzes de la police des frontières, dont le fils d'un ancien député à la Knesset proche d'Ehoud Barak, un avertissement à ces arabes israéliens religieusement hérétiques aux yeux des djihadistes, et qui ont choisi de combattre dans les rangs de l'armée et de la police d'Israël.

La décomposition politique et militaire du mouvement national palestinien, la défiance des populations contre des pouvoirs corrompus et incompetents (Fatah à Ramallah et Hamas à Gaza), laisse libre cours à des aventuriers comme Raed Salah de mener des actions obligeant les notables palestiniens à les soutenir, avec des réserves mentales et une fureur rentrée de dimension XXL.

Le Hamas se tient tranquille

Le Hamas n'a pas lancé une seule roquette, même symbolique sur le sud d'Israël pendant la crise, se contentant d'un martial défilé de ses troupes de choc en treillis et cagoulés, dont le cabinet de sécurité israélien tremble encore ! Mahmoud Abbas menace de rompre tout contact avec l'administration israélienne, paroles verbales non suivies d'effet, car il sait bien que sans la coopération étroite de ses services de sécurité avec leurs homologues israéliens, son pouvoir serait balayé, et sa vie menacée. On fait donc donner la rue arabe de Jérusalem, dont le sort est enviable aux yeux de leurs frères de Cisjordanie ou de Gaza : liberté de circulation et de travail dans l'ensemble d'Israël, sécurité sociale et services de santé d'un Etat providence, cela laisse du temps et de l'énergie pour « défendre Al-Aqsa », où le statu quo, d'ailleurs n'a jamais été sérieusement mis en cause par aucun gouvernement d'Israël, y compris ceux dirigés par Netanyahu, en dépit des pressions d'une extrême droite nationaliste et religieuse incarnée par un Naftali Bennet, qui est en lice pour la succession de l'actuel Premier ministre.



Netanyahou laisse des plumes

Ce dernier a tout de même laissé des plumes dans cette crise, qui a révélé quelques failles de sécurité dans le dispositif israélien, des dissensions entre la police des frontières, favorable aux portiques de sécurité et le Shin Beth (service de sécurité intérieure) qui y était opposé. Résultat : les sondages jugent sa gestion de la crise calamiteuse à plus de 60% réunissant les opposants de gauche et de droite à Bibi Netanyahou. Ce n'est pas l'expulsion annoncée du bureau d'Al-Jazeera à Jérusalem qui pourra faire remonter sa cote, même si cela constitue un geste apprécié par Ryad, Amman et Le Caire. Tous perdants, donc, jusqu'à la prochaine fois.

Luc Rozenzweig

Une victoire palestinienne sur le Mont du Temple

par Daniel Pipes 31 juillet 2017

<http://fr.danielpipes.org/17829/une-victoire-palestinienne-sur-le-mont-du-temple>

Version originale anglaise: [A Palestinian Victory at the Temple Mount](#)

Samedi, le parti du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, [le Fatah](#), a annoncé que la « campagne pour Jérusalem a effectivement commencé et ne s'arrêtera pas avant la victoire palestinienne et la libération des lieux saints de l'occupation israélienne. » Le Fatah a exigé le retrait des détecteurs de métaux et autres dispositifs à l'entrée de la mosquée Al-Aqsa située sur le Mont du Temple. Une semaine plus tôt, deux policiers israéliens ont été tués par des terroristes qui avaient caché leurs armes dans la mosquée.

La déclaration du Fatah était illogique et hypocrite. Malgré le fait que, dans les pays à majorité musulmane, de nombreuses mosquées recourent aux [mêmes dispositifs de sécurité](#) dans le but de protéger les fidèles, les touristes et la police, M. Abbas a réussi à contraindre le gouvernement israélien à les enlever tout en détournant l'attention attirée par les assassins des policiers et en alimentant les craintes d'un affrontement religieux aux conséquences incalculables.



À l'instar d'autres visiteurs, l'auteur a dû passer au détecteur de métaux pour pouvoir visiter la mosquée Cheikh Zayed d'Abou Dhabi.

La crise du Mont du Temple fait apparaître avec une singulière clarté trois facteurs qui expliquent la raison pour laquelle [80 % des Palestiniens](#) continuent de croire qu'ils peuvent éliminer l'État juif : **la doctrine islamique, l'aide internationale et la timidité israélienne.**

L'islam porte en lui l'exigence selon laquelle tout pays tombé un jour sous contrôle musulman devient comme un héritage qui doit inévitablement retomber en possession des musulmans. Cette idée a conservé toute sa force : pensons au rêve d'Oussama Ben Laden de restaurer l'Andalousie et à [l'espoir](#) que nourrit le président turc Recep Tayyip Erdoğan de regagner une influence sur les Balkans. Quant aux Palestiniens, ils ne cessent de croire en [l'effondrement](#), d'ici quelques dizaines d'années, de l'État juif.

Une confrontation au sujet du Mont du Temple ravive tout particulièrement cette attente car, bien plus que la population locale, elle anime les passions d'une part importante du 1,6 milliard de musulmans dans le monde. La plupart des principaux dirigeants musulmans et des grandes institutions islamiques ont soutenu la position du Fatah sur les mesures de sécurité prises au Mont du Temple. Face au [consensus pro-palestinien](#), les voix musulmanes discordantes sont rares. Les Palestiniens se réjouissent d'incarner le rôle du fer de lance de cette gigantesque armée.

L'illusion de puissance qui anime les Palestiniens bénéficie d'un soutien international considérable. L'[UNESCO](#) a coutume d'adopter des résolutions critiques visant Israël. L'Université de Columbia abrite un machin appelé Centre pour les études palestiniennes. Les grandes sociétés comme Google et les grands organes d'information comme la BBC [affirment qu'il existe un pays appelé Palestine](#). **L'aide étrangère a créé une pseudo-économie palestinienne qui, en 2016, a connu un [taux de croissance phénoménal de 4,1 %](#).**

Dans le cadre de la crise du Mont du Temple, le gouvernement américain, les Européens et pratiquement tous les autres se sont alignés pour soutenir la demande du retrait des détecteurs de métaux ainsi que des caméras high-tech et de tout dispositif destiné à prévenir des attentats djihadistes. Le [Quartet pour le Moyen-Orient](#) a salué « le fait que le Premier ministre israélien a assuré que le statu quo sur les lieux saints à Jérusalem serait maintenu et respecté. » Ce genre de soutien quasi-unanime pousse assez facilement les Palestiniens à se croire plus forts que l'État juif.

Les services de sécurité israéliens, timides, évitent de prendre des mesures qui pourraient irriter les Palestiniens. Cette méthode douce résulte non pas d'un idéalisme béat mais bien d'une opinion exagérément négative selon laquelle les Palestiniens seraient d'incorrigibles fauteurs de troubles. Dès lors, la police, les services de renseignement et l'armée s'accordent pour faire tout ce qui peut maintenir le calme et pour rejeter toute initiative destinée à priver les Palestiniens de fonds, à les sanctionner plus sévèrement ou à empiéter sur leurs nombreux privilèges.

Les services de sécurité israéliens savent que l'Autorité palestinienne continuera à inciter et à consentir au meurtre tout en cherchant à délégitimer et à isoler l'État d'Israël. Toutefois, ils préfèrent à l'évidence vivre avec de telles épreuves plutôt que de punir M. Abbas, de réduire son statut et de risquer une nouvelle intifada. L'effondrement de l'Autorité palestinienne et le rétablissement d'un contrôle direct israélien constituent le cauchemar des services de sécurité. M. Abbas le sait et le fiasco de cette semaine démontre qu'il n'hésite pas à exploiter les craintes israéliennes pour faire progresser son rêve d'affaiblir et finalement d'éliminer l'État juif.

Daniel Pipe

Des habitants de Jérusalem-Est accusés d'avoir salué les meurtriers du mont du Temple

Quatre hommes dont un mineur sont accusés d'avoir publié des messages sur Facebook soutenant l'attentat du 14 juillet et réclamant davantage d'attaques

[TIMES OF ISRAEL STAFF](#) 31 juillet 2017, 18:05



Les forces de sécurité israéliennes tirent des gaz lacrymogènes pour disperser les Palestiniens après que des affrontements éclatent à l'enceinte du mont du Temple dans la Vieille Ville de Jérusalem le 27 juillet 2017. (Crédit : AFP / Ahmad Gharabli)

Cinq habitants de Jérusalem-Est ont été accusés lundi d'incitation au terrorisme en raison de messages publiés sur Facebook suite à l'attentat terroriste survenu le 14 juillet dans la Vieille Ville de Jérusalem, qui a tué deux policiers.

Selon l'acte d'accusation, les cinq individus ont utilisé Facebook pour faire l'apologie de l'attentat, au cours duquel trois hommes originaires de la ville arabe d'Umm al-Fahm ont tué deux agents de police israéliens en utilisant des armes qu'ils avaient clandestinement introduites sur le mont du Temple. Ils ont également appelé à d'autres attaques contre des civils et contre les forces de sécurité.

Les cinq personnes, dont un mineur, ont été inculpées par le bureau du procureur du district de Jérusalem. Ce dernier a demandé qu'ils n'obtiennent pas de mise en liberté provisoire.

Muhammad Mukhiemer, 19 ans, d'Anata, avait déjà été accusé au mois de septembre 2014 d'incitation au terrorisme et à la violence contre les civils et les forces de sécurité israéliennes. Il est aujourd'hui également accusé d'avoir fait l'apologie d'organisations terroristes, notamment du Hamas.

Après l'attentat survenu sur le mont du Temple, il avait salué les terroristes sur Facebook : « *On pensait que les héros, c'était ancien, mais ils vivent encore. Ils les ont humiliés dans les années, aux entrées et aux portes* », a-t-il écrit.

Il avait terminé son poste par le hashtag « Vendredi des martyrs ».

Seyf Abu Jumaa, un jeune homme de 21 ans originaire d'A-Tur, a été accusé d'avoir fait part de son soutien à l'attentat terroriste sur le réseau social et d'avoir encouragé à ce que d'autres attaques soient perpétrées.

Dans un post paru quelques heures après le drame survenu au mont du Temple, il a écrit : « *Avec des pierres, avec des couteaux, avec des haches, avec des cocktails Molotov et des briquets... Trois martyrs ont quitté Umm al-Fahm ... Et nous suivrons leurs traces. Nous avons été élevés pour la mort sainte* ».

Sufyan Mahmoud, 26 ans, d'Issawiya et Mohammed Shamasana, 23 ans, du camp de réfugiés de Shuafat, ont été accusés d'appel à la violence et au terrorisme contre des civils dans un certain nombre de posts parus sur Facebook, ainsi que d'avoir affirmé leur soutien à des organisations terroristes, dont ils ont fait l'éloge.

Un mineur de 17 ans devra répondre aux mêmes accusations en raison de publications écrites le jour de l'attentat. En raison de son statut de mineur, son nom comme le détail des accusations le concernant n'ont pas été diffusés.



L'adjudant Kamil Shnaan, à gauche, et l'adjudant Haiel Sitawe, à droite, les deux policiers morts dans l'attentat terroriste perpétré sur le mont du Temple à Jérusalem, le 14 juillet 2017. (Crédit : Police israélienne)

Les responsables israéliens considèrent les posts parus sur les réseaux sociaux et faisant l'apologie de la violence comme étant l'un des plus importants moteurs des attentats, et cherchent depuis à réprimer les incitations sur Internet.

La semaine dernière, la mère d'un adolescent palestinien qui avait poignardé à mort trois habitants de l'implantation de **Halamish** durant un attentat terroriste a été arrêtée et accusée d'incitation en raison d'une vidéo publiée sur internet dans laquelle elle saluait le geste de son fils.

L'attentat du mont du Temple avait mené Israël à mettre en place de nouvelles mesures de sécurité aux abords du lieu saint, déclenchant deux semaines d'agitations violentes chez les Palestiniens de Jérusalem-Est et de Cisjordanie qui protestaient contre ce changement.

Israël, jeudi, a retiré les nouvelles installations sécuritaires pour tenter de calmer les tensions sous une pression intense de la part du monde arabe et de la communauté internationale. Time of Israel

Trois Palestiniens tués près de l'Esplanade des mosquées à Jérusalem

Joël David (à Jérusalem), le 21/07/2017 à 14h23 [La Croix](#)

Trois Palestiniens ont été tués, vendredi 21 juillet, près de l'Esplanade des mosquées de Jérusalem, lors d'affrontements entre musulmans et la police. Les fidèles protestent contre l'installation de portiques de sécurité aux accès du site, après la mort de deux policiers israéliens. De son côté, la police israélienne a interdit l'accès de la Vieille ville aux hommes de moins de 50 ans.



Heurts dans la vieille ville de Jérusalem entre des palestiniens et les forces de sécurité israéliennes, le 21 juillet 2017. / JACK GUEZ / AFP

Des heurts entre des musulmans et la police ont éclaté vendredi 21 juillet près de l'Esplanade des mosquées de Jérusalem, troisième lieu saint de l'Islam, également vénéré par les Juifs.

Trois Palestiniens ont été tués. L'un par les forces israéliennes dans le quartier de Al-Tur, selon le ministère de la santé palestinien. Un autre par balle, peu de temps avant, dans un autre quartier de Jérusalem-Est, mais les circonstances de sa mort ne sont pas encore claires. Un troisième homme serait également mort, selon les autorités palestiniennes

Les fidèles dénoncent depuis dimanche dernier l'installation de portiques de sécurité aux accès du site par la police israélienne à la suite de l'attentat à l'arme à feu, qui a coûté la vie à ses trois auteurs et à deux policiers druzes, le 14 juillet.

Confrontations sporadiques

« Allah Akbar ! Le Prophète est avec nous ! Le statu quo sera préservé ! », ont scandé sous un ciel de plomb des centaines de fidèles de tous âges avant de se prosterner sur leurs tapis de prières, face aux « bérets verts » israéliens lourdement armés en faction devant les portiques. Des confrontations sporadiques se sont produites près de plusieurs portes de la Vieille ville.

Ici et là, les manifestants ont lancé des pierres, des pétards et des bouteilles, mais ils ont rapidement été dispersés par les gardes frontières qui ont tiré des grenades lacrymogènes. La police montée a aussi repoussé des jeunes Palestiniens qui tentaient de forcer les barrages. Des blessés sont à déplorer.

Jeudi 20 juillet au soir, les dix membres du cabinet israélien de sécurité ont donné carte blanche à la police « pour garantir la liberté de culte et la sécurité » des fidèles se rendant à l'Esplanade. Autrement dit, contrairement aux recommandations du Shin Beth (sécurité intérieure) et des responsables de Tsahal (l'armée), le premier ministre Benyamin Netanyahou s'est prononcé pour le maintien des portiques de sécurité.

Une violation du statu quo pour les musulmans

« Ils n'ont qu'une seule fonction : empêcher la répétition des horribles assassinats de la semaine dernière qui ont désacralisé ce lieu saint », a expliqué le ministre de la Sécurité publique Gilad Erdan.

Mais les musulmans considèrent cette mesure comme une violation du statu quo en vigueur depuis la conquête et l'annexion de Jérusalem-Est, en juin 1967. Ce statu quo a confié au Waqf, instance relevant de la Jordanie, la gestion des affaires religieuses à l'Esplanade. « La mosquée Al-Aqsa nous est plus chère que notre sang ! Nous ne passerons pas par ces portiques », a averti le Mufti de Jérusalem Muhammad al-Husseini. Seules quelques dizaines de fidèles ont accepté de se soumettre au contrôle des portiques, selon la police.

Fermeture des mosquées en Israël et en Cisjordanie occupée

Le président palestinien Mahmoud Abbas a demandé aux Américains d'intervenir « pour éviter l'explosion ». Mais son parti, le Fatah, a proclamé un nouveau « jour de rage » vendredi, tandis que le Hamas et le Djihad islamique à Gaza évoquaient « la fin de l'humiliation et la libération d'Al-Aqsa ». Toutes voix confondues, les autorités religieuses musulmanes ont ordonné la fermeture des mosquées en Israël et en Cisjordanie occupée et appelé les fidèles à affluer massivement à l'Esplanade.

Encoulisses, avec l'appui des États-Unis, des tentatives diplomatiques de résoudre la crise avec l'aide de la Jordanie et de l'Autorité palestinienne n'ont pas abouti.

Des milliers de policiers déployés

Pour parer à des débordements de violences, Tsahal a mobilisé cinq bataillons supplémentaires en Cisjordanie occupée. Des milliers de policiers se sont déployés dans la Vieille ville. Seuls les hommes âgés de plus de 50 ans et les femmes ont été autorisés à prier sur l'Esplanade, et des barrages routiers ont été érigés sur les routes menant à la Ville sainte pour filtrer ou empêcher le passage des centaines d'autobus affrétés pour les fidèles musulmans.

La désescalade est-elle encore possible ? Selon un éventuel compromis, la police démantèlerait les portiques et contrôlerait les suspects avec des détecteurs manuels. Un dicton juif affirme qu'« Il ne suffit pas d'avoir raison. Encore faut-il être perspicace ! ». Benjamin Netanyahu en est probablement conscient, mais il doit aussi ménager d'intransigeants partenaires politiques d'extrême droite.

En 1996, peu après son arrivée au pouvoir, il avait inauguré spectaculairement un tunnel reliant la Via Dolorosa au Mur Occidental (des Lamentations). Cette initiative, censée relancer le tourisme, avait été perçue comme une rupture du statu quo. Résultat : d'interminables émeutes et la mort de 100 Palestiniens et de 17 Israéliens. Joël David (à Jérusalem)

Complément d'informations parue sur le Courrier Picard

Depuis une semaine, les heurts sont quotidiens entre forces de sécurité israéliennes et manifestants palestiniens, qui dénoncent l'installation par Israël de détecteurs de métaux aux accès du troisième lieu saint de l'islam, dans la vieille ville de Jérusalem.

Mais, jusqu'à vendredi, ces affrontements n'avaient fait que des blessés.

Samedi, un Palestinien de 17 ans est décédé quelques heures après avoir été grièvement blessé par balles dans des heurts à El-Azariyé, en Cisjordanie occupée, juste à l'est de la ville sainte, selon le ministère palestinien de la Santé.

Non loin de là, à Abou Dis, un autre adolescent palestinien, âgé de 18 ans, est mort lorsque le cocktail Molotov qu'il voulait lancer sur les forces israéliennes a explosé sur lui, d'après la même source.

La veille, trois Palestiniens ont perdu la vie dans des affrontements avec les forces de sécurité, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Et trois Israéliens ont été tués par un Palestinien à leur domicile dans une colonie israélienne près de Ramallah en Cisjordanie occupée.

